

Unité départementale de la Moselle
4 rue François de Guise
CS 50551
57036 METZ

METZ, le 29/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYDEME

1 rue Jacques Callot
57600 MORSBACH

Références : [référence à compléter](#)
Code AIOT : 0006207916

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement SYDEME implanté Z.A Jacques CALLOT 57600 MORSBACH. L'inspection a été annoncée le 20/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite fait suite à l'inspection du 6 octobre 2021 où il a été mis en évidence des non-conformités relatives au suivi des équipements sous pression :

- la liste des équipements sous-pression était incomplète (constat n°1),
- la presque totalité des équipements étaient en retard de requalification périodique (constat n°2),
- plusieurs équipements n'avaient pas fait l'objet d'une évaluation de conformité préalablement à leur installation et mise en service (constat n°3).

Aussi, l'exploitant a été mis en demeure par arrêté préfectoral référencé DCAT/BEPE/N°2021-257 du 29 décembre 2021 de régulariser sa situation administrative au regard de la réglementation applicable aux produits et équipements à risques.

Dans ce cadre, la visite du 29 novembre 2022 a consisté à vérifier la mise en conformité de l'exploitant sur la base du référentiel suivant :

- code de l'environnement, chapitre VII du titre V de son livre V, relatif aux produits et équipements à risques,
- arrêté ministériel du 20 novembre 2017 modifié relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYDEME
- Z.A Jacques CALLOT 57600 MORSBACH
- Code AIOT : 0006207916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

Le Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des Déchets Ménagers de Moselle-Est (SYDEME) est autorisé à exploiter sur le site de MORSBACH une installation de méthanisation de biodéchets par l'arrêté préfectoral n°2009-DDED/IC-171 en date du 18 août 2009.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi en service des équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de visite, il a été constaté une différence entre la catégorie de risque mentionnée dans le certificat de conformité CE et indiquée sur les plaques des six réservoirs d'air comprimé alimentant les vannes du digesteur de marque LORIVAN NC (PS 10 bar V 50 L). La catégorie mentionnée sur les plaque est de I alors que le certificat mentionne une catégorie II. Cette dernière étant la bonne.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste des équipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	/	Sans objet
2	Requalifications périodiques	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18	/	Sans objet
3	Marquage CE	Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection en objet a porté sur les modalités de suivi service des équipements sous pression et des récipients à pression simple.

Les constats n'ont pas mis en évidence de non-conformité relative au suivi des équipements. L'exploitant s'est mis en conformité suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure référencé DCAT/BEPE/N°2021-257 du 29 décembre 2021 .

Le contexte, les constats et leur analyse sont exposés ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des équipements sous pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : Vu la liste des équipements de l'exploitant. Sans observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Requalifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique : [...] <ul style="list-style-type: none"> - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; [...]- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. II. - La requalification périodique d'un équipement sous pression fixe est renouvelée lorsque celui-ci fait l'objet à la fois d'une installation dans un autre établissement et d'un changement d'exploitant.
Constats : La liste des équipements sous pression ne montre pas d'équipements en retard de requalification. L'Inspection a vérifié par sondage la cohérence entre les dates de requalification dans le tableau et les attestations suivantes. Vu l'attestation de requalification périodique d'équipement sous pression référencée 15509138/S3.2.4.RQ relative au réservoir filtre fabricant HAUB SCHOLLNHOMMER séparateur n°158.890 N° X301 suite à l'intervention de Bureau Véritas du 05/10/2022. Vu l'attestation de requalification périodique d'équipement sous pression référencée 15509138/S3.2.5.RQ relative au réservoir gaz fabricant EURO RESERVOIR N° R502 suite à l'intervention de Bureau Véritas du 05/10/2022. Vu les marques réalisées par l'organisme habilité sur les plaques des équipements susmentionnés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Marquage CE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/07/2013, article L. 557-4
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements sous pression
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les produits ou les équipements mentionnés à l'article L. 557-1 ne peuvent être mis à disposition sur le marché, stockés en vue de leur mise à disposition sur le marché, installés, mis en service, utilisés, importés ou transférés que s'ils sont conformes à des exigences essentielles de sécurité relatives à leurs performance, conception, composition, fabrication et fonctionnement et à des exigences d'étiquetage. Cette conformité à ces exigences est attestée par un marquage, apposé avant la mise sur le marché du produit ou de l'équipement, ainsi que par l'établissement d'attestations. [...]
Constats : Vu l'attestation de conformité CE référencée 2AD/33/60065249/00/NL/001 relative aux six réservoirs d'air comprimé pour les vannes du digesteur (numéro de série 308 01 2022). Vu les plaques des équipements avec marquage CE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet